

RAPPORT (2003) DU COMITÉ DES LICENCES D'IMPORTATION AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

1. En soumettant à des disciplines les utilisateurs de régimes de licences d'importation, l'Accord sur les procédures de licences d'importation (ci après dénommé "l'Accord"), qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995, a pour principal objectif d'assurer que les procédures suivies pour accorder des licences d'importation ne restreignent pas en soi les échanges commerciaux. Il vise à simplifier, à clarifier et à réduire au minimum les formalités administratives nécessaires à l'obtention de licences d'importation.
2. Le Comité des licences d'importation a été institué pour donner aux Membres la possibilité de procéder à des consultations sur toutes questions concernant le fonctionnement de l'Accord ou la réalisation de ses objectifs. Le règlement intérieur du Comité, qui a été approuvé par le Conseil du commerce des marchandises, figure dans le document G/L/147.
3. Tous les Membres de l'OMC sont membres de droit du Comité. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont ce même statut auprès du Comité. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la CNUCED ont le statut d'observateurs réguliers au Comité.
4. Le présent rapport porte sur la période écoulée depuis le dernier rapport annuel du Comité (G/L/573¹), c'est-à-dire du 25 septembre 2002 au 2 octobre 2003 (ci-après dénommée "la période considérée"). Pendant la période considérée, le Comité a tenu deux réunions, les 8 mai et 2 octobre 2003 (G/LIC/M/17 et G/LIC/M/18). À sa réunion du 8 mai 2003, le Comité a pris note de la désignation de Mlle Philippa Davies (Jamaïque) à la présidence du Comité pour l'année en cours et l'ont élue par acclamation. À la même réunion, le Comité a élu M. Lucien Mazzega (France) à la vice-présidence pour l'année en cours. Conformément au règlement intérieur du Comité, ils ont pris leurs fonctions à la fin de cette réunion.
5. Au titre des articles 1:4 a) et/ou 8:2 b) de l'Accord et conformément aux procédures dont le Comité est convenu, tous les Membres sont tenus de notifier leurs lois, réglementations et procédures administratives en matière de licences d'importation et de fournir des copies de toute publication, loi ou réglementation pertinente lorsqu'ils accèdent à l'OMC. Toute modification ultérieure de ces lois, réglementations et procédures administratives doit également être notifiée. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, 94 Membres² ont notifié au Comité leur législation et/ou leurs publications conformément à ces dispositions. Au cours de la période considérée, le Comité a reçu des

¹ Conformément à la décision prise par le Conseil général en février 2003 de présenter à la cinquième Conférence ministérielle une brève mise à jour de son rapport annuel pour 2002, le Comité a présenté au Conseil du commerce des marchandises, dans le document G/L/573/Add.1, une mise à jour de son rapport qui reflète les activités qu'il a menées jusqu'au 8 mai 2003.

² Dans le présent rapport, les Communautés européennes comptent pour un.

notifications des Membres suivants: Arménie; Chine; Communautés européennes; Croatie; Équateur; États-Unis; Hong Kong, Chine; Inde; Jordanie; Kenya; Lituanie; Macao, Chine; Maroc; Namibie; Paraguay; Sainte-Lucie; Sénégal; Sri Lanka; Taipei chinois; Togo; Turquie; Venezuela et Zambie. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/1/-.

6. Au titre de l'article 7:3 de l'Accord, tous les Membres sont tenus de remplir, chaque année pour le 30 septembre, le Questionnaire sur les procédures de licences d'importation.³ Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, 92 Membres⁴ ont présenté des notifications au titre de cette disposition. Parmi celles-ci figurent les réponses au questionnaire adressées par onze Membres en 1995, 22 Membres en 1996, 25 Membres⁴ en 1997, 26 Membres en 1998, 20 Membres⁴ en 1999, 32 Membres⁴ en 2000, 23 Membres⁴ en 2001, 41 Membres⁴ en 2002 et 23 Membres en 2003. Au cours de la période considérée, le Comité a reçu des notifications des Membres suivants: Brésil; Chine; Communautés européennes; Croatie; Équateur; Estonie; Guyana; Hong Kong, Chine; Indonésie; Japon; Kenya; Liechtenstein; Lituanie; Macao, Chine; Malawi; Maroc; Mongolie; Namibie; Oman; Philippines; Pologne; République dominicaine; République tchèque; Sainte-Lucie; Sénégal; Sri Lanka; Suisse; Taipei chinois; Togo; Tunisie; Turquie; Uruguay; Venezuela et Zambie. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/3/-.

7. Le Comité a également reçu, au titre du paragraphe 5:1 à 5:4 de l'article 5, des notifications relatives à l'établissement de procédures de licences d'importation ou à la modification de ces procédures des Membres suivants: États-Unis, Inde, Indonésie, Jamaïque, Sainte-Lucie, Taipei chinois et Venezuela. Ces notifications sont reproduites dans la série de documents G/LIC/N/2/-. Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC, 28 Membres⁴ ont soumis des notifications au titre de ces dispositions. L'article 5:5 de l'Accord permet aux Membres de présenter des notifications inverses quand un Membre considère qu'un autre Membre n'a pas notifié l'établissement ou la modification d'une procédure de licences. Néanmoins, aucune notification n'a été reçue au titre de cette disposition depuis l'entrée en vigueur de l'Accord.

8. Des observations et des questions écrites formulées par les Membres concernant les notifications communiquées au Comité par d'autres Membres et les réponses y relatives sont reproduites dans la série de documents G/LIC/Q/-.⁵ Au cours de la période considérée, le Comité a pris connaissance de préoccupations concernant certaines procédures de licences d'importation applicables au Brésil, au Chili, dans les Communautés européennes, en Chine, au Costa Rica, en Indonésie, en Roumanie et en Turquie; et de l'absence de notifications relatives aux régimes de licences d'importation en œuvre en République dominicaine⁶ et au Mexique. Des observations et des questions écrites (des États-Unis, des Communautés européennes, du Japon et du Taipei chinois à la Chine, de l'Australie et des États-Unis à l'Indonésie, et des États-Unis au Brésil), ainsi que des réponses (des Communautés européennes, de l'Équateur, de Haïti, de l'Indonésie, de la Turquie, de l'Uruguay et du Venezuela aux États-Unis) concernant les notifications communiquées au Comité ont été distribuées dans la série de documents G/LIC/Q/-. Les déclarations des Membres à cet égard, y compris les réponses présentées oralement lors des réunions, figurent dans les comptes rendus des réunions.

³ Joint en annexe au document G/LIC/3.

⁴ Dans le présent rapport, les Communautés européennes comptent pour un.

⁵ Voir Points convenus au sujet des procédures d'examen des notifications (G/LIC/4).

⁶ Une notification soumise ultérieurement par la République dominicaine au titre de l'article 7:3 est parue sous la cote G/LIC/N/3/DOM/1.

9. Le Comité a été régulièrement le cadre de débats concernant certaines notifications que des Membres lui ont présentées. Comme le montre l'annexe du présent document, le respect des prescriptions relatives aux notifications obligatoires, au titre des articles 1:4 a), 8:2 b) et 7:3, et de l'obligation de notification ponctuelle, au titre de l'article 5, est insuffisant. Le fait que les Membres ne respectent pas suffisamment les obligations de transparence prévues par l'Accord est le principal sujet de préoccupation du Comité depuis un certain temps.

10. À ses réunions du 8 mai et du 2 octobre, la Présidente s'est de nouveau inquiétée du fait que de nombreux Membres n'avaient pas communiqué les notifications requises, et a informé le Comité des dispositions que lui-même et le Secrétariat avaient prises pour améliorer la situation. Ces dispositions consistaient notamment à envoyer de nouveaux rappels aux Membres qui n'avaient jamais communiqué de notifications concernant la législation, ni fourni de réponses au questionnaire, ou qui n'avaient pas mis à jour leurs réponses au questionnaire ces dernières années, ainsi qu'à envoyer des rappels aux délégations qui n'avaient pas encore répondu aux questions posées par certains Membres, distribuées dans la série de documents G/LIC/Q/-, relatives à leurs notifications. Le Comité a noté que malgré ces efforts 27 Membres n'avaient toujours pas fait de notification au titre de l'Accord, ni informé le Secrétariat de difficultés rencontrées pour établir leurs notifications ou de leurs besoins en matière d'assistance technique pour mieux s'acquitter de leurs obligations. La Présidente a demandé instamment aux Membres qui n'avaient pas encore communiqué de notifications ni mis à jour leurs notifications de présenter leurs notifications dès que possible.

11. À sa réunion du 2 octobre le Comité a mené le deuxième examen transitoire, ainsi qu'il ressortit à son mandat, de la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives de son Protocole d'accession⁷, comme prévu à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'OMC (G/LIC/M/18, paragraphes 3.1 à 3.36). Des observations et des questions des Communautés européennes, des États-Unis, du Japon et du Taipei chinois à la Chine, à propos de son système de licences d'importation, ont été distribuées, avant cet examen, sous les cotes G/LIC/Q/CHN/4, G/LIC/Q/CHN/5, G/LIC/Q/CHN/6, G/LIC/Q/CHN/7 et G/LIC/Q/CHN/9. Les renseignements et notifications communiqués par la Chine au Comité pour la réunion ont été distribués sous les cotes G/LIC/W/20, G/LIC/N/1/CHN/2, G/LIC/N/1/CHN/3 et G/LIC/N/3/CHN/2. Le rapport du Comité au Conseil du commerce des marchandises sur cet examen figure dans le document G/LIC/11.

⁷ WT/L/432.

ANNEXE**Notifications**

Membre	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations - Première notification lors de l'accession à l'OMC, puis <i>ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année, pour le 30 septembre (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Afrique du Sud	Non notifiées	G/LIC/N/3/ZAF/1-3 + ZAF/4 (11.9.02)	G/LIC/N/2/ZAF/1 (9.7.97)
Albanie	Non notifiées	G/LIC/N/3/ALB/1 (28.1.02)	G/LIC/N/2/ALB/1 (20.2.02)
Angola	Non notifiées	Non notifiées	
Antigua-et-Barbuda	G/LIC/N/1/ATG/1 (8.12.01)	G/LIC/N/3/ATG/1-2 (18.12.01)	
Argentine	G/LIC/N/1/ARG/1-2 (19.12.97)	G/LIC/N/3/ARG/1-ARG/2 + Add.1 (8.2.02)	G/LIC/N/2/ARG/1-6 (26.11.99)
Arménie	G/LIC/N/1/ARM/1 (29.9.03)	Non notifiées	
Australie	G/LIC/N/1/AUS/1 + Add.1 (28.4.97)	G/LIC/N/3/AUS/1/Rev.1- AUS/2 (24.5.02)	
Bahreïn	G/LIC/N/1/BHR/1 (27.5.97)	G/LIC/N/3/BHR/1 (5.9.00)	
Bangladesh	G/LIC/N/1/BGD/1 (31.3.00)	G/LIC/N/3/BGD/1 (31.3.00)	
Barbade	G/LIC/N/1/BRB/1 (4.10.96)	G/LIC/N/3/BRB/1-2 (8.5.02)	
Belize	Non notifiées	Non notifiées	
Bénin	G/LIC/N/1/BEN/1 (18.12.96)	Non notifiées	
Bolivie	G/LIC/N/1/BOL/1 (29.5.97)	G/LIC/N/3/BOL/1-2 + Corr.1 & BOL/3 (20.6.00)	
Botswana	Non notifiées	Non notifiées	
Brésil	G/LIC/N/1/BRA/1 (24.4.98)	G/LIC/N/3/BRA/1-3 (23.9.03)	G/LIC/N/2/BRA/1 (24.4.98)
Brunéi Darussalam	Non notifiées	G/LIC/N/3/BRN/1 (4.3.97)	
Bulgarie	G/LIC/N/1/BGR/1 (20.3.97)	G/LIC/N/3/BGR/1-2 (8.5.02)	
Burkina Faso	G/LIC/N/1/BFA/1 (8.1.97)	G/LIC/N/3/BFA/1 + Add.1 (24.11.00)	
Burundi	G/LIC/N/1/BUR/1 (3.4.01)	G/LIC/N/3/BUR/1-2 (12.10.01)	
Cameroun	G/LIC/N/1/CMR/1 (13.7.01)	Non notifiées	
Canada	G/LIC/N/1/CAN/1 (29.1.96)	G/LIC/N/3/CAN/1-4 + Corr.1 (2.1.02)	
Chili	G/LIC/N/1/CHL/1 (16.7.96)	G/LIC/N/3/CHL/1 + Add.1-2 (3.2.99)	
Chine	G/LIC/N/1/CHN/1 & Add.1- CHN/3 (1.10.03)	G/LIC/N/3/CHN/2 (1.10.03)	
Chypre	G/LIC/N/1/CYP/1 (30.5.96)	G/LIC/N/3/CYP/1/Rev.1- CYP/3 (28.3.02)	
Colombie	G/LIC/N/1/COL/1 + Add.1 (4.12.00)	G/LIC/N/3/COL/1 + Add.1-2 (4.12.00)	
Communautés européennes	G/LIC/N/1/EEC/1/Rev.2 + Add.1-2 EEC/2 + Add.1-4 (6.1.03)	G/LIC/N/3/EEC/1 + Add.1 EEC/2 + Add.1-27 EEC/3 + Add.1-26 EEC/4 + Add.1 EEC/5 + Add.1 & Add.1/Corr.1 EEC/6 & Add.1 (30.9.03)	G/LIC/N/2/EEC/1-2 (4.7.97)
Congo	Non notifiées	Non notifiées	
Corée	G/LIC/N/1/KOR/1-3 (3.4.98)	G/LIC/N/3/KOR/1-3 (16.5.02)	
Costa Rica	G/LIC/N/1/CRI/1 (21.11.95)	G/LIC/N/3/CRI/1-3 (15.12.00)	
Côte d'Ivoire	G/LIC/N/1/CIV/1 (10.1.02)	G/LIC/N/3/CIV/1 (10.1.02)	

Membre	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations - Première notification lors de l'accession à l'OMC, puis <i>ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année, pour le 30 septembre (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Croatie	G/LIC/N/1/HRV/1-2 (3.7.03)	G/LIC/N/3/HRV/1-2 (3.7.03)	
Cuba	G/LIC/N/1/CUB/1 (11.1.96)	G/LIC/N/3/CUB/1 (20.12.01)	
Djibouti	Non notifiées	Non notifiées	
Dominique	G/LIC/N/1/DMA/1 (8.2.01)	G/LIC/N/3/DMA/1 (8.2.01)	
Égypte	Non notifiées	Non notifiées	
El Salvador	Non notifiées	Non notifiées	
Émirats arabes unis	G/LIC/N/1/ARE/1 (19.3.97)	G/LIC/N/3/ARE/1 (11.4.00)	
Équateur	G/LIC/N/1/ECU/1 (25.10.02)	G/LIC/N/3/ECU/1 + Add.1 G/LIC/N/3/ECU/2 (25.10.02)	
Estonie	G/LIC/N/1/EST/1+Add.1-2 (19.12.01)	G/LIC/N/3/EST/1-3 (7.1.03)	
États-Unis	G/LIC/N/1/USA/1 + Rev.1- USA/2 (28.4.03)	G/LIC/N/3/USA/1-3 (6.11.00)	G/LIC/N/2/USA/1 (28.4.03)
ex-République yougoslave de Macédoine	Non notifiées	Non notifiées	
Fidji	G/LIC/N/1/FJI/1 (30.7.97)	G/LIC/N/3/FJI/1 (1.4.97)	
Gabon	G/LIC/N/1/GAB/1-2 (5.3.02)	Non notifiées	
Gambie	Non notifiées	G/LIC/N/3/GMB/1 (31.10.97)	
Géorgie	G/LIC/N/1/GEO/1 (22.3.02)	G/LIC/N/3/GEO/1 (3.7.01)	
Ghana	Non notifiées	G/LIC/N/3/GHA/1-2 (17.8.01)	
Grenade	G/LIC/N/1/GRD/1 (13.3.02)	Non notifiées	
Guatemala	G/LIC/N/1/GTM/1-2 (20.1.00)	G/LIC/N/3/GTM/1 (20.1.00)	
Guinée	Non notifiées	Non notifiées	
Guinée-Bissau	Non notifiées	Non notifiées	
Guyana	G/LIC/N/1/GUY/1 (5.4.02)	G/LIC/N/3/GUY/1-2 (22.10.03)	
Haïti	G/LIC/N/1/HTI/1 (8.10.99)	G/LIC/N/3/HTI/1-2 (27.4.00)	
Honduras	G/LIC/N/1/HND/1 (31.10.96)	Non notifiées	
Hong Kong, Chine	G/LIC/N/1/HKG/1-5 (24.12.02)	G/LIC/N/3/HKG/1 + Rev.1-2, HKG/2 -HKG/3+Corr.1 HKG/4-7 (29.9.03)	G/LIC/N/2/HKG/1-2 (27.1.98)
Hongrie	G/LIC/N/1/HUN/1-5 (23.4.02)	G/LIC/N/3/HUN/1-3 + HUN/3/Add.1-2 (23.4.02)	G/LIC/N/2/HUN/1-2 (23.4.02)
Îles Salomon	Non notifiées	Non notifiées	
Inde	G/LIC/N/1/IND/1/Rev.1 + IND/2-6 (11.6.03)	G/LIC/N/3/IND/1-5 (15.3.02)	G/LIC/N/2/IND/1-6 (11.6.03)
Indonésie	G/LIC/N/1/IDN/1 (27.10.98)	G/LIC/N/3/IDN/1-2 (12.5.03)	G/LIC/N/2/IDN/1 (14.4.03)
Islande	G/LIC/N/1/ISL/1 (8.1.99)	G/LIC/N/3/ISL/1-2 (5.6.00)	
Israël	Non notifiées	Non notifiées	
Jamaïque	G/LIC/N/1/JAM/1 (1.7.96)	G/LIC/N/3/JAM/1+ Add.1-2 (18.9.02)	G/LIC/N/2/JAM/1 (23.9.03)
Japon	G/LIC/N/1/JPN/1-2/Rev.1 (7.1.97)	G/LIC/N/3/JPN/1 + Corr.1- JPN/3 (29.9.03)	G/LIC/N/2/JPN/1-3 (12.4.01)
Jordanie	G/LIC/N/1/JOR/1-2 + Add.1 (19.8.03)	G/LIC/N/3/JOR/1 (2.10.00)	G/LIC/N/2/JOR/1 (1.12.00)
Kenya	G/LIC/N/1/KEN/1 (9.5.03)	G/LIC/N/3/KEN/1-2 (9.5.03)	
Koweït	Non notifiées	Non notifiées	
Lesotho	Non notifiées	Non notifiées	
Lettonie	G/LIC/N/1/LVA/1 (18.5.99)	G/LIC/N/3/LVA/1-2 (7.1.02)	
Liechtenstein	G/LIC/N/1/LIE/1-2 (17.10.00)	G/LIC/N/3/LIE/1 + Add.1- LIE/4 +Add.1 (25.2.03)	G/LIC/N/2/LIE/1-2 (17.10.00)
Lituanie	G/LIC/N/1/LTU/1 (13.3.03)	G/LIC/N/3/LTU/1(13.3.03)	

Membre	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations - Première notification lors de l'accession à l'OMC, puis <i>ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année, pour le 30 septembre (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
Macao, Chine	G/LIC/N/1/MAC/1 + Add.1-3 (9.9.03)	G/LIC/N/3/MAC/1-5 (7.11.02)	
Madagascar	G/LIC/N/1/MDG/1-2 (31.3.00)	G/LIC/N/3/MDG/1 (23.8.02)	
Malaisie	Non notifiées	G/LIC/N/3/MYS/1 (4.12.97)	G/LIC/N/2/MYS/1-2 (21.7.99)
Malawi	G/LIC/N/1/MWI/1 (10.5.99)	G/LIC/N/3/MWI/1 + Add.1 (11.10.02)	
Maldives	Non notifiées	G/LIC/N/3/MDV/1 (21.3.02)	
Mali	G/LIC/N/1/MLI/1 (23.7.01)	G/LIC/N/3/MLI/1-2 (23.7.01)	
Malte	G/LIC/N/1/MLT/1 (29.5.96)	G/LIC/N/3/MLT/1-3 (6.11.01)	
Maroc	G/LIC/N/1/MAR/1 (3.7.96)	G/LIC/N/3/MAR/1-2 + Add.1 G/LIC/N/3/MAR/3 (25.3.03)	
Maurice	G/LIC/N/1/MUS/1 + Add.1-3 (4.5.98)	G/LIC/N/3/MUS/1-2 + Corr.1 (24.5.02)	
Mauritanie	Non notifiées	Non notifiées	
Mexique	Non notifiées	Non notifiées	G/LIC/N/2/MEX/1 (16.10.98)
Moldova	G/LIC/N/1/MDA/1 (9.1.02)	G/LIC/N/3/MDA/1 (30.1.02)	
Mongolie	Non notifiées	G/LIC/N/3/MNG/1 (15.5.03)	
Mozambique	Non notifiées	Non notifiées	
Myanmar	Non notifiées	Non notifiées	
Namibie	G/LIC/N/1/NAM/1 (8.10.02)	G/LIC/N/3/NAM/1-4 (8.10.02)	
Nicaragua	G/LIC/N/1/NIC/1 (18.7.96)	Non notifiées	
Niger	G/LIC/N/1/NER/1 (10.12.97)	Non notifiées	
Nigéria	G/LIC/N/1/NGA/1 (16.2.98)	G/LIC/N/3/NGA/1-2 (16.2.98)	G/LIC/N/2/NGA/1-2 (16.2.98)
Norvège	G/LIC/N/1/NOR/1-2 (3.11.97)	G/LIC/N/3/NOR/1 + Corr.1- NOR/2 + Add.1-2 (7.4.00)	
Nouvelle-Zélande	G/LIC/N/1/NZL/1 (2.8.96)	G/LIC/N/3/NZL/1 + Add.1 (24.3.98)	
Oman	G/LIC/N/1/OMN/1 (9.1.01)	G/LIC/N/3/OMN/1 + Add.1 (9.4.03)	
Ouganda	G/LIC/N/1/UGA/1 (16.8.96)	G/LIC/N/3/UGA/1+ Add.1 (8.11.00)	
Pakistan	G/LIC/N/1/PAK/1 (6.5.96)	Non notifiées	G/LIC/N/2/PAK/1 (6.5.96)
Panama	G/LIC/N/1/PAN/1-2 (19.10.98)	G/LIC/N/3/PAN/1 (22.1.99)	G/LIC/N/2/PAN/1 (21.7.98)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Non notifiées	Non notifiées	G/LIC/N/2/PNG/1 (6.2.98)
Paraguay	G/LIC/N/1/PRY/1 (21.5.03)	Non notifiées	
Pérou	G/LIC/N/1/PER/1 (13.2.96)	G/LIC/N/3/PER/1-2 + Add.1 (4.10.99)	
Philippines	G/LIC/N/1/PHL/1 (6.4.98)	G/LIC/N/3/PHL/1-4 + Add.1 (29.9.03)	
Pologne	Non notifiées	G/LIC/N/3/POL/1-2 (14.10.02)	G/LIC/N/2/POL/1-9 (9.8.02)
Qatar	G/LIC/N/1/QAT/1 (24.3.98)	G/LIC/N/3/QAT/1 (24.3.98)	
République centrafricaine	Non notifiées	Non notifiées	
République démocratique du Congo	Non notifiées	Non notifiées	
République dominicaine	Non notifiées	G/LIC/N/3/DOM/1 (24.6.03)	
République kirghize	G/LIC/N/1/KGZ/1 (6.1.00)	G/LIC/N/3/KGZ/1 (11.4.00)	

Membre	Articles 1:4 a)/8:2 b) Publications/législations - Première notification lors de l'accession à l'OMC, puis <i>ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)	Article 7:3 Réponses au questionnaire - Chaque année, pour le 30 septembre (date de la communication la plus récente)	Article 5 - <i>Ad hoc</i> (date de la communication la plus récente)
République slovaque	G/LIC/N/1/SVK/1 (20.9.02)	G/LIC/N/3/SVK/1 (20.9.02)	
République tchèque	G/LIC/N/1/CZE/1 + Add.1- CZE/2 (14.3.01)	G/LIC/N/3/CZE/1 + Add.1 (1.10.02)	G/LIC/N/2/CZE/1 (27.6.02)
Roumanie	G/LIC/N/1/ROM/1-2 (1.3.99)	G/LIC/N/3/ROM/1-2 + Add.1 (12.12.00)	G/LIC/N/2/ROM/1-3 (4.2.02)
Rwanda	Non notifiées	Non notifiées	
Saint-Kitts-et-Nevis	G/LIC/N/1/KNA/1 (17.7.98)	Non notifiées	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Non notifiées	Non notifiées	
Sainte-Lucie	G/LIC/N/1/LCA/1 (14.10.02)	G/LIC/N/3/LCA/1 (14.10.02)	G/LIC/N/2/LCA/1-2 (14.10.02)
Sénégal	G/LIC/N/1/SEN/1 (14.10.02)	G/LIC/N/3/SEN/1-2 (14.10.02)	
Sierra Leone	Non notifiées	Non notifiées	
Singapour	G/LIC/N/1/SGP/1-3 (23.2.00)	G/LIC/N/3/SGP/1-3 (13.10.00)	G/LIC/N/2/SGP/1-2 (23.2.00)
Slovénie	G/LIC/N/1/SVN/1 (27.11.96)	G/LIC/N/3/SVN/1-2 (4.9.02)	
Sri Lanka	G/LIC/N/1/LKA/1 (5.5.03)	G/LIC/N/3/LKA/1 (5.5.03)	
Suisse	G/LIC/N/1/CHE/1-2 (21.9.00)	G/LIC/N/3/CHE/1-4 + Add.1 (21.2.03)	G/LIC/N/2/CHE/1-2 (21.9.00)
Suriname	Non notifiées	Non notifiées	
Swaziland	G/LIC/N/1/SWZ/1 (19.8.96)	Non notifiées	
Taipei chinois	G/LIC/N/1/TPKM/1-3/Rev.1 (6.5.03)	G/LIC/N/3/TPKM/1/Rev.1 (6.5.03)	G/LIC/N/2/TPKM/1-2 (21.10.03)
Tanzanie	Non notifiées	Non notifiées	
Tchad	G/LIC/N/1/TCD/1-2 (18.7.00)	G/LIC/N/3/TCD/1-2 (13.6.01)	
Thaïlande	Non notifiées	Non notifiées	
Togo	G/LIC/N/1/TGO/1 (8.5.03)	G/LIC/N/3/TGO/1 (8.5.03)	
Trinité-et-Tobago	G/LIC/N/1/TTO/1 (28.10.98)	G/LIC/N/3/TTO/1-3 (27.2.01)	
Tunisie	G/LIC/N/1/TUN/1 + Add.1 (21.1.99)	G/LIC/N/3/TUN/1-3 + Add.1-3 (21.10.02)	
Turquie	G/LIC/N/1/TUR/1, TUR/2/Rev.1-TUR/4 (22.9.03)	G/LIC/N/3/TUR/1-5 (22.9.03)	
Uruguay	G/LIC/N/1/URY/1-3 (17.9.01)	G/LIC/N/3/URY/1 + Add.1 G/LIC/N/3/URY/2/Rev.1 (21.10.02)	
Venezuela	G/LIC/N/1/VEN/1 (12.10.02)	G/LIC/N/3/VEN/1 + Corr.1-2 (8.11.02)	G/LIC/N/2/VEN/1-5 (16.5.03)
Zambie	G/LIC/N/1/ZMB/1 (20.3.03)	G/LIC/N/3/ZMB/1 (20.3.03)	
Zimbabwe	G/LIC/N/1/ZWE/1-2 (21.9.98)	G/LIC/N/3/ZWE/1+Add.1-2 (15.2.01)	
TOTAL DES MEMBRES = 131 ⁸	94 ⁸	92 ⁸	28 ⁸

⁸ Dans le présent rapport, les CE comptent pour un.